

Vers quelle convergence des luttes?

12 avr. 2018 Par [jacky dahomay](#)

- Mediapart.fr

Un débat semble lancé en France autour de la question de savoir si le mouvement social actuel, avec en pointe la grève des cheminots, pourrait déboucher sur une sorte de fusion - on pense à Mai 68 - qui entraînerait une limitation importante des politiques néolibérales de Macron. Mais une telle comparaison n'est guère pertinente, l'histoire ne se répétant pas.

Nous ne sommes plus à la même époque du capitalisme, celui-ci ayant produit, en son stade néolibéral, une pensée dominante, une absence d'alternative politique, donnant le point au président français et affaiblissant durablement les perspectives de libération venant de la gauche. Néanmoins, les souffrances sociales cristallisées ne peuvent-elles pas aboutir à sur une sorte de déboulé général d'une immense colère pouvant ouvrir de nouvelles perspectives ou du moins un nouvel horizon de sens aux luttes sociales ?

Mais avant de développer une telle hypothèse, demandons-nous d'abord en quoi peut bien consister une « convergence » des luttes. Le mot convergence s'utilise aussi bien, selon un ordre naturel, come convergence vers un point que, dans le registre de l'action humaine, comme convergence vers un but. En simplifiant on dirait soit selon un ordre objectif ou au contraire selon une dialectique subjective collective. Ainsi pourrait-on dire que toutes les rivières convergent vers un fleuve ou vers la mer selon une logique des pentes tandis que le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier ont convergé vers une coagulation donnant Mai 68.

Tout cela semble bien compliqué et on peut comprendre que Philippe 1^o Ministre ait du mal à saisir la convergence des luttes actuelles. Ainsi pouvait-il affirmer dans *Le Parisien* :

« J'ai du mal à voir une convergence entre des militants d'extrême gauche qui viennent perturber les amphis et les soignants dans les hôpitaux. J'ai du mal à voir la convergence entre ceux opposés à la réforme ferroviaire et les salariés d'Air France qui demandent des salaires plus élevés ».

Même avec un minimum de compassion, il faut comprendre le Premier Ministre. Après qu'il eut distingué entre plusieurs formes de conscience guidant l'action (conscience perturbatrice ; conscience souffrante ; conscience protestataire et conscience revendicative), il ne pouvait penser un minimum de convergence entre toutes ces luttes sociales en cours. Cela dit, les propos d'Edouard Philippe, quelques maladroits qu'ils puissent paraître, ne sont que l'expression de la voix de son maître Macron. Il s'agit donc avant tout d'essayer de synthétiser les idées politiques du président de la république afin de savoir si une convergence des luttes est possible. Chose difficile, avouons-le, mais qui n'a d'autre prétention que de contribuer, même modestement de notre île lointaine, à ce débat essentiel.

Idées et pratiques politiques d'Emmanuel Macron.

Le président de la république - rusé politique bricoleur de philosophie et qui veut nous faire croire que la politique est morte remplacée par la post-politique- sait très bien que pour qu'il y ait convergence des luttes il faut que le collectif formé par ceux qui luttent aient la conscience collective d'un même but à atteindre. Ayant lu Ricoeur, notamment *Du texte à l'action*, il sait qu'il faut distinguer dans l'agir humain, comme le fait le philosophe en s'inspirant d'Aristote, entre la *poiésis*, l'action fabricatrice ayant un but extérieur (comme dans la production artisanale par exemple) et la *praxis*, l'action morale et politique ayant un principe éthique intérieur c'est-à-dire une grande exigence morale et politique. Si c'est dans ce registre qu'il faut ranger la convergence des luttes sociales en cours, Macron marque un point car à l'évidence les partis, groupes ou syndicats animant ou soutenant ces luttes témoignent encore d'une

conscience collective bien fissurée. Ainsi, Mélenchon qui soutient les luttes sociales s'est fait chahuter par des cheminots en grève. Jusqu'ici, le Président de la république a bien su utiliser ces divisions pour faire passer ce qu'on peut appeler à juste titre la casse des lois régissant le travail.

Mais la ruse des macronistes (ensemble de journalistes et d'experts de toutes sortes intervenant constamment dans les médias avec en tête le pourtant sympathique François de Closets) est de donner un *but* à ce qui se dessine comme une convergence des luttes. Un but extérieur, donné à l'action, comme *objectif* politicien. Il s'agirait, à les écouter, d'une ruse de politiciens (Mélenchon en tête) qui ont mal digéré leur défaite électorale et qui veulent profiter des luttes sociales en cours pour remettre en cause la légitimité d'Emmanuel Macron comme président de la république. Ce serait donc un déni de démocratie comme l'affirme gentiment François de Closets lors d'une émission télévisée. Etrange argument repris constamment par les macronistes.

Personne ne remet en cause la légitimité d'Emmanuel Macron. Toutes les règles constitutionnelles ayant été respectées, il a été légitimement élu président de la république. Mais on peut juger de la grandeur de cette légitimité et penser que sa grandeur est faible quand celle d'Orban est forte en Hongrie. Au premier tour, Macron n'obtenait que le quart de voix. Mais en ce premier tour des élections, la presse macroniste avait dirigé tous ses feux contre Mélenchon et non contre Marine Le Pen. Le procédé était clair : il s'agissait de faire en sorte que la présidente du Front national soit au deuxième tour. Il était facile par la suite d'appeler à faire front républicain contre Madame Le Pen. Bref, tout cela ne remet pas en cause la légitimité de Macron.

Ce qui est étrange voire insupportable, c'est de faire croire qu'un président légitimement élu ne doit pas connaître une critique vigoureuse ou constante de sa politique. Comme si, selon la dialectique effective de l'action, quelque chose de plus que ce qui avait été prévu au départ n'apparaissait pas, ce que Hegel nomme la « ruse de la raison » ! (En l'occurrence, la réforme concrète de la SNCF, telle qu'elle est voulue aujourd'hui, n'avait pas énoncée au départ et Macron, piégé en quelque sorte par une ruse de la raison, apparaît pour ce qu'il est : non pas un homme « de droite et de gauche » mais un militant résolu de la droite néolibérale la plus dure. Il en est de même pour l'immigration). Comme si, enfin, la souveraineté n'était pas toujours dans le « peuple », communauté des citoyens et que n'existait pas le contrôle ou la limitation du pouvoir exécutif ! Serions-nous donc en démocratie ? On loue le président Macron parce qu'il fait ce qu'il a dit. Mais si Marine Le Pen avait été élue, légitimement bien sûr, elle aurait fait ce qu'elle avait dit et il est à parier que ceux qui dénoncent le mouvement social comme cachant des intentions politiques auraient été les premiers à manifester dans les rues avec les syndicats en criant « Le Pen démission » !

Peut-on accuser Macron de démocratie ? Cela paraît difficile car la France, contrairement à la Russie, à la Hongrie ou à la Turquie a une longue tradition démocratique. Cela dit, si la tendance actuelle dans bien des régions du monde est à la démocratie, c'est que face au délitement du politique produit par le triomphe du néolibéralisme à l'échelle mondiale, il se produit partout une crise du vivre ensemble politique entraînant des replis identitaires de nature populiste ou autre, une sorte de retour du religieux, et des errances de toutes sortes y compris le nihilisme de Daech. La diplomatie s'enlise, l'ONU se meurt et on sent bien qu'une nouvelle fois, l'histoire risque d'être très tragique. D'où un sentiment généralisé d'insécurité. Il est compréhensible, du moins d'un point de vue psychanalytique, qu'apparaisse la quête d'un père protecteur c'est-à-dire d'un pouvoir vertical comme seul pouvant rassurer et donner sens à la communauté politique.

C'est dans cette logique que s'inscrit vigoureusement notre président de la république. Mais d'où vient chez le chef de l'Etat ce besoin d'une telle verticalité du pouvoir, qu'il voudrait quasi divin, jupitérien ? Sans doute, dans sa pratique bricoleuse de la philosophie, de Hegel. Pour ce philosophe allemand, l'Etat est l'idée divine telle qu'elle existe sur terre. La société civile n'est que « la société des besoins ». Ce qui signifie qu'elle ne peut être le lieu de fondation républicaine du sens du vivre ensemble. Dans cette « réduction » de la société civile, l'idée républicaine quitte la terre des hommes pour se réfugier on ne

sait trop où, sans doute dans la personne de notre président qui forcément se donne une dimension jupitérienne. La laïcité risque d'être remise en cause. Si Macron a raison d'affirmer que la société n'est pas laïque, il oublie d'ajouter que la société civile doit l'être. En ce sens, l'Etat républicain doit prendre ses distances aussi bien avec la société qui n'est pas laïque qu'avec la « société des besoins » dominée par les intérêts et les logiques néolibérales redoutables. D'où la nécessité actuelle de repenser le lien société civile/Etat. Avec notre président jupitérien, on en est loin !

Mais à l'évidence, ce ne sont pas strictement des raisons philosophiques qui animent la politique d'Emmanuel Macron. D'où le terme de « bricoleur de philosophie » que nous lui attribuons. Le *Un président philosophe*, (titre du livre de Brice Couturier consacré à Macron), est d'une désarmante ingénuité. Car un président philosophe, ça n'existe pas, c'est presque un oxymore. Platon apprit à ses dépens qu'un philosophe/roi ne peut exister. Il fut vendu comme esclave et on ne sait plus par quel tyran de Syracuse. Mais loin de nous l'idée que ce peut être le destin qui guette Brice Couturier.

Comprendre la politique d'Emmanuel Macron c'est saisir son origine. Il est le candidat parfaitement pensé de l'oligarchie néolibérale qui a compris qu'il fallait casser le traditionnel modèle français. Pour réussir, il importait de donner un coup de jeune à une droite française fatiguée. Comme la gauche est aussi en piteux état, les conditions étaient idéales. D'où l'idée d'une nécessaire nouveauté. Sans doute le Président a-t-il bricolé aussi les thèses de Marcel Gauchet sur le Nouveau monde à savoir, qu'avec les développements des droits de toutes sortes, on serait passé à une « société des individus ». En conséquence, la liberté pour Macron est celle d'individus dont il faut libérer les potentiels. Faire en sorte que chacun puisse rêver d'être milliardaire. Cela ne pouvait que séduire les jeunes favorisés pour réussir dans le système. Ce pourquoi le gros des troupes de Macron est composé de technocrates, y compris dans le gouvernement. Ce qui est éludé, notamment aussi par Brice Couturier, c'est la *détermination* socio-culturelle d'individus prétendument libres. D'autre part, ce qui est mis en avant dans l'espace public c'est un type de rationalité, la rationalité instrumentale dont l'économie capitaliste est la plus illustre représentation. La politique est de ce fait éludée dans la mesure où l'action politique ne se réduit pas au faire *poïétique* car elle a aussi une dimension morale et politique ou *praxis*. Enfermée dans une conception technocratique de l'agir humain, la ministre des transports comme d'autres membres du gouvernement d'ailleurs peinent à être à la hauteur du mouvement social en cours.

Une société d'individus n'est pas une société de personnes (La personne triomphe de l'individu disait le philosophe personnaliste Emmanuel Mounier) et encore moins celle de citoyens accomplis. Tout se passe comme si pour Emmanuel Macron –qui a pourtant bricolé avec la revue personnaliste *Esprit*– c'est l'individu qui devait triompher de la personne ! Nous avons affaire à ce que certains nomment une post-politique et que nous qualifions tout simplement de délitement du politique. Comme cela ne peut tenir, l'absence de sens crée un vide dans lequel s'engouffrent aussi bien les discours populistes que les régressions religieuses, surtout dans la radicalisation théologico-politique. La solution macronienne est de se fonder sur une longue tradition française du pouvoir qui transcende la société pour lui donner un sens. Cette tradition du pouvoir est celle que l'on nomme la « monarchie présidentielle ». Macron comprend, à juste titre d'ailleurs, que cette tradition a été sous-estimée de même que le vide produit en France par l'assassinat du Roi Louis XVI°. Ainsi, il ne suffit pas de comparer Macron à De Gaulle, ni aux deux Napoléon. Certes, Hegel avait vu en Napoléon Bonaparte « l'esprit du monde à cheval » et il se peut que notre résident pourrait se prendre pour l'esprit du monde actuel non pas au galop mais en marche (EM). Il doit être clair cependant que s'il y a une mondanité du monde pensée par Macron, cela n'a rien à voir avec le Tout monde d'Edouard Glissant. Le personnage historique que le président a en tête est celui de Louis XIV. Celui qui a brisé en France les premières tentatives de pensée républicaine du pouvoir, celui qui a gouverné avec des ordonnances dont la plus célèbre est celle de Colbert connu sous le nom de Code Noir, celui qui a tout fait pour étouffer les parlements et une société civile grandissante laquelle a su résister clandestinement sous forme de libelles qui inspireront Montesquieu et d'autres philosophes des Lumières avec le surgissement de la société civile. C'est Louis XIV qui crée en France une longue

tradition d'Etat administratif qui s'oppose à l'Etat de justice. Le Chancelier est remplacé par un super intendant des Finances : Colbert ! On retrouve cette tradition quand subsiste chez le pouvoir exécutif un certain mépris pour le pouvoir judiciaire qu'on cherche constamment à relativiser. La situation de la Justice en France actuellement est un véritable scandale.

Si Louis XIV est la solution trouvée en France (dans ses conditions particulières qui ne sont ni celles de l'Angleterre ni celles de la Hollande ou d'autres pays) à l'époque du capitalisme en son stade mercantile, Emmanuel Macron est la solution trouvée pour le pouvoir politique dans la France actuelle à l'époque du capitalisme néolibéral à son stade néo-mercantiliste. Qu'on nous pardonne ces quelques références historiques mais l'histoire ne prend toute son importance que lorsqu'elle nous prend à la gorge au présent. On comprend mieux alors pourquoi le président des marcheurs ne supporte pas les corps intermédiaires et méprise la société civile. Pour prévenir la grogne sociale, il a tout fait pour diviser la société civile. Il compare les diverses couches sociales à des privilégiés d'Ancien régime qu'il faut asservir bien sûr, comme Louis XIV l'a fait. Ainsi, il désigne aux paysans les cheminots comme étant des privilégiés. A ceux qui travaillent, les retraités comme des privilégiés. Aux travailleurs du privé, les fonctionnaires comme privilégiés. Aux chômeurs, les étudiants modestes et leur APL comme des privilégiés et l'infime minorité des chômeurs qui trichent, comme une importante couche de privilégiés. Il n'a pas besoin d'un Colbert, Bercy ou certaines institutions européennes lui suffisent. Sauf peut-être pour la question de l'immigration. Collomb lui sert de Colbert de l'immigration. Que de telles idées ou pratiques politiques du président français puissent rencontrer de la sympathie dans une bonne partie de l'opinion y compris chez de nombreux intellectuels, voilà ce qui semble rendre impossible toute convergence des luttes sociales ! A moins que...

Vers un grand déboulé des colères sociales ?

Revenons à notre cher Philippe 1^{er} Ministre. Sa faiblesse n'est pas tant dans son incapacité à saisir une convergence subjective des luttes sociales que dans sa cécité totale quant à leur convergence objective. Explicitons cette distinction.

Pour cela, utilisons certaines idées de Sartre développées dans la *Critique de la Raison dialectique* –Un peu comme le fait avec une profondeur théorique incontestable l'historienne Sophie Wannich dans *La révolution n'est pas un mythe*, mais dans une autre direction bien sûr. On sait que pour Sartre un collectif peut exister à partir d'une détermination commune. La classe ouvrière par exemple existe d'abord *en soi* c'est-à-dire comme ensemble d'individus subissant la même domination. C'est donc une absence de liberté qui fait des individus une *série* ne regardant pas forcément dans la même direction. Cette sérialité détermine le groupe comme englué dans ce que Sartre appelle « la pratico-inertie ». Pour accéder à la liberté ou plutôt à la libération, ce collectif se fait « groupe en fusion », une classe dominée devient classe *pour soi* c'est-à-dire accède à une conscience collective commune luttant pour sa libération. C'est le moment où apparaît ce que Sartre nomme après Malraux, l'Apocalypse.

On peut douter que le mouvement social actuel en France ait atteint ce moment d'unité et il est peut-être certain que Macron ne craint pas en ce moment une convergence des luttes vers on ne sait quelle apocalypse. Mais ce que ne perçoivent pas Edouard Philippe ni tous les macronistes c'est qu'il existe bien une convergence *objective* de toutes les revendications sociales qui agitent la France en ce moment. Quelque chose fait lien entre des revendications aussi disparates comme celles des employés d'Air France, celles des cheminots, des étudiants des magistrats et avocats, des travailleurs de la santé, des employés de Carrefour et la liste est longue. On le sait bien et cela crée un *climat social* très tendu en France. Mais quelle peut bien être cette chose unifiant toutes ces luttes ? Elle constitue comme la tache aveugle du Premier ministre Philippe et de tous les macronistes.

Pour la saisir, il faut modifier le regard, procéder à un autre accommodement optique. Mais cette nouvelle convergence optique vers les luttes sociales est rendue très difficile par la puissance de toute une

presse au service de la politique néolibérale de Macron. Théoriquement, la liberté de la presse existe en France comme le garantit la Constitution. Mais les pouvoirs oligarchiques dominant, notamment en Amérique Latine, ont bien compris que l'heure des coups d'Etat est quelque peu dépassée et qu'on peut combattre dans une démocratie formelle avec d'autres armes. La presse et notamment la télévision constituent une force de frappe formidable. Ainsi, le puissant organe Globo a eu raison de Dilma Rousseff au Brésil et en Argentine la loi des médias, fixant la nécessité d'une presse diversifiée, a été combattue par Macri. Orban a été élu parce la grande majorité des médias lui étaient asservie. Même aux USA on trouve que la presse en France n'est pas si libre que cela. En effet, soumis à la loi de la concurrence, les médias ont été progressivement possédés par les différents groupes oligarchiques dominant la France. Ce qui reste de presse libre est régulièrement attaqué comme c'est le cas pour Médiapart dont Manuel Valls, ce sinistre macroniste *ambiskankwen* (en créole mot signifiant « embusqué dans un coin mais de façon sournoise), réclamait la fermeture.

Citons quelques idées devenues hégémoniques par ces médias au service de Macron : l'immigration constitue un risque de submersion (mot venant de l'extrême droite repris par le ministre de l'intérieur) pouvant mettre en danger l'identité nationale ; L'Islam, contrairement au catholicisme, porte le terrorisme islamique comme la nuée l'orage. On oublie que toute religion monothéiste peut connaître une radicalisation théologico-politique et que celle-ci a pour origine d'abord des conditions politiques qui s'habillent du discours religieux. Ce qu'on appelle l'« augustinisme politique » est bien une radicalisation théologico-politique qui a dominé certains intellectuels allemands des années 30 mais pour des raisons explicables politiquement sans qu'on puisse en rendre responsable le catholicisme ni même la pensée d'Augustin. On oublie que ces intellectuels ont été complices du génocide Juif. Autres exemples : on nous fait croire que le mouvement social actuel a pour but de contester les élections présidentielles donc la démocratie. (Comment alors ne pas défendre la démocratie ?!). Ou encore, ceux qui s'opposent aux réformes sont des conservateurs. Ils ne voient pas que nous ne sommes plus dans les années 50, que le monde a muté, qu'il y a eu la mondialisation et la révolution numérique. (Comment peut-on s'opposer au progrès ?!).

Avec l'appui de ces médias s'est constituée comme le note Bertrand Badie –qu'on ne peut soupçonner de gauchisme– une « classe politique » laquelle est « *une véritable aristocratie porteuse d'intérêts propres* » et il ajoute : « *En confisquant à leur profit la fonction d'offre politique, ils monopolisaient l'essentiel tant du débat politique que de la définition des conditions de tout changement. En bref, l'idée d'alternative avait muté : de principe organisant le débat public, elle s'était transformée en règle interne de fonctionnement et de répartition des rôles entre professionnels de la politique. Elle se faisait « alternance »* (Introduction au livre *En quête d'alternatives, l'état du monde 2018* . La Découverte).

On atteint peut-être là la tache aveugle dont nous parlions. Ce qui nous a été présenté comme incontournable donc définitif c'est le pilotage de la mondialisation opéré dans les années 70-80. *There is no alternative !* Or, même Marcel Gauchet précise dans son livre *Le nouveau monde* que l'option définie par Margaret Thatcher et Ronald Reagan résultait d'un *choix*. Et voilà qu'on nous la présente non comme une décision libre mais comme si elle résultait inéluctablement d'une sorte de logique de la nature. De ce fait la politique meurt, par absence de débat concernant l'alternative, et on la remplace par la post-politique.

La tâche de Macron est de réactualiser le choix tatchérien dans les conditions actuelles de la France. Tant que cette idée demeurera hégémonique, le président aura toujours le point. Or, que la mondialisation soit inévitable, son pilotage ne l'est pas. Il faut réformer affirment les macronistes et toute la classe politique dominante. Mais ils ne disent pas qu'une autre réforme, non néolibérale, est possible et même certains syndicalistes adhèrent, en dernière instance, à l'idéologie néolibérale. Mais pourquoi la France ? Pourrait-on nous rétorquer. Ne voyez-vous pas que le dit « modèle social de la France » est obsolète et que face au néolibéralisme dominant, la France est la seule puissance européenne à défendre un tel modèle social datant d'un autre âge ou vieux monde ? Un tel argument est fort et si nous ne pouvons y

répondre il faut avouer que Macron remporterait définitivement le point. Il ne nous resterait qu'à regagner, calmement et la queue basse, nos chaumières ou nos cases, en rêvant -pour atténuer une nouvelle pratico inertie ainsi généralisée- à des ZAD qui s'épanouiraient sur tout le territoire. Et nous nous résignerons à vivre dans une société d'individus, jouissant de ce que après kant on pourrait appeler une liberté de tournebroche, caressant une sorte de rêve transhumaniste où des logiciels numériques auraient remplacé nos cerveaux, où la personne ne serait le souci de personne et où s'effondrerait toute instance symbolique politique pouvant donner sens au vivre ensemble. Nous exagérons il est vrai mais à peine !

Mais de ce fait nous avons atteint le point fort ou le point nodal ou focal vers lequel convergent les luttes sociales en France. Objectivement c'est vers là qu'elles *font signe* même si elles manifestent des faiblesses ou des insuffisances quant à la conscience claire de leur unité. En ce sens, la contradiction principale, comme aurait dit Mao, est là, celle opposant modèle social français et néolibéralisme. N'oublions pas que la France, depuis la Révolution, est le pays d'Europe ayant connu les plus riches luttes sociales et politiques (ce qui interrogeait les philosophes allemands) et le modèle social français est le résultat de toute cette histoire. En 1789, la France était la seule puissance européenne à vouloir renverser le pouvoir monarchique. Les révoltés, se *faisant peuple* comme groupe en fusion, établirent la république. Sommes-nous dans la même situation ? Nul ne le sait. Malgré ses logiques dialectiques, l'histoire demeure imprévisible et toujours l'événement nous surprendra. Mais il existe des conditions sociales et politiques historiquement déterminées qui rendent un événement possible. Elles semblent réunies en ce moment en France.

-Conditions politiques d'abord. Même si les luttes sociales s'affaiblissent ou s'épuisent, Macron n'aura pas tout à fait gagné la bataille et il le sait. Pourquoi ? Parce que sa force résidait en une sorte d'anesthésie politique, mêlant droite et gauche en une sorte de consensus sans doute illusoire, avec ses élus majoritaires à l'Assemblée, élus nommés godillots à juste titre parce faibles politiquement, animés d'un type de pensée technocratique qui ne peut tenir lieu de politique. Ils veulent nous faire croire que c'est un manque de *pédagogie* qui expliquerait la révolte des cheminots. Or, la *pédagogie* suppose un savoir constitué qu'on va transmettre à des élèves. Apprendre à lire et à écrire par exemple. En politique on parle de « conscientisation », de « propagande », mais pas de *pédagogie*. Dans une telle situation de déficit politique, Macron est bien seul en ce moment surtout quand l'opinion vacille et s'interroge. Parce que la ruse de l'histoire dévoile au grand jour sa vraie nature politique. Le risque pour Macron est que la vraie politique revienne à l'ordre du jour et qu'il ne soit pas assez armé pour l'affronter. Et s'il se fait un bon politique, il risque de réveiller un vrai débat politique qu'il a cru étouffer avec sa post-politique. Il se produirait une translation de son pouvoir politique qui pourrait bien embarrasser ses partisans et autres godillots.

-Conditions sociales en deuxième lieu. Même si le mouvement social manque de solidité idéologique en raison même de l'affaiblissement des partis de gauche (ceux qui ont toujours pensé une alternative au libéralisme dominant) comme de celui des syndicats, affaiblissement sur lequel s'appuie Macron, il ne faut pas oublier que souvent les idées nouvelles suivent les mouvements de la société. Ce pourquoi Hegel affirmait que la philosophie vient toujours trop tard, après que la réalité s'est développée. Cela signifie qu'il faut faire attention aux affects en politique. Il se pourrait que le mouvement social actuel produise une convergence des affects conduisant à une sorte de groupe en fusion. Quels sont ces affects ? D'abord la souffrance sociale. Celle-ci est évidente avec l'appauvrissement des plus modestes, avec des paysans qui se suicident, des policiers et des magistrats qui se suicident et à qui on demande constamment de faire du chiffre. Cela peut produire de la colère et un sentiment de l'injustice. Des responsables de la santé à qui aussi on demande de faire du chiffre. Tout cela produit de la souffrance qui se donne aujourd'hui clairement à voir comme si une plainte sourde grondait au cœur de la nation et venait jusqu'ici faire écho dans le nôtre. Ainsi pourrait se réaliser une convergence des exaspérations entraînant un grand déboulé de la colère, d'ici la fin Avril.

Pourquoi ce terme « déboulé » ? On peut penser à tous ses sens en français y compris à une figure de la danse classique. Nous avons à l'esprit cette image que nous apprécions quand nous naviguons au large de nos îles et que tous les regards convergent vers toutes ces rivières inondées de soleil qui jaillissent des montagnes et déboulent majestueusement vers la mer Caraïbe. Mais plus profondément, nous pensons au sens créole du mot. Un déboulé concerne des groupes de carnaval qui sortent des circuits habituels et qui envahissent les rues de façon imprévisible. Les esclaves noirs, qui étaient forcément exclus de l'espace public, utilisaient le carnaval comme ruse pour faire interruption à leur manière dans l'espace public. Il se pourrait que toutes ces souffrances sectorielles surgissent de leur lieu, se coagulent pour débouler dans les rues, simples lieux public bien sûr mais où différents mouvements de la société puissent converger.

Un tel déboulé de la colère est-il possible ? Nous ne le savons pas, nous ne sommes pas comme le président maître des horloges. Pour l'instant. Aussi ne nous est-il permis que d'espérer, en attente d'un événement possible. Espérer qu'une étincelle puisse mettre le feu dans toute la plaine.

A condition, bien sûr, qu'elle ne soit pas atomique.

Prolonger

Boite Noire

URL source: <https://blogs.mediapart.fr/jacky-dahomay/blog/120418/vers-quelle-convergence-des-luttes>